

General Electric : Stop à la destruction de l'outil industriel dont GE a besoin pour une croissance à long terme et des emplois de qualité !

Déclaration des organisations syndicales européennes représentant les travailleurs dans les activités énergie de General Electric

Bruxelles, le 20 mars 2018

En janvier 2016, à la suite du rachat d'Alstom Power, General Electric a visé la suppression de 6 500 emplois en Europe. Selon la direction de GE, ce plan de restructuration étant censé permettre aux activités de la branche énergie de GE de repartir sur des bases solides. Et pourtant, un nouveau plan massif de réduction de coûts a encore été annoncé en décembre 2017 visant 5 500 emplois supplémentaires en Europe. **En seulement deux ans, pas moins de 12 000 emplois dans la branche énergie de GE se sont vus menacés à travers l'Europe.**

Les syndicats qui représentent les travailleurs de GE en Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Italie, Pologne, Royaume-Uni et Suisse condamnent unanimement ces décisions et disent ASSEZ à une stratégie principalement guidée par une logique financière de court-terme qui met en péril l'avenir de l'entreprise. Il est grand temps que la direction de GE tire les enseignements du passé : les plans de restructurations brutaux et les licenciements massifs n'ont d'autres effets que de détruire les capacités dont GE a besoin pour répondre au marché de l'énergie. Nous continuons à marteler ce message, la direction continue de l'ignorer et GE se dirige inévitablement vers la catastrophe !

Les suppressions d'emplois massives et les fermetures de sites sont-elles justifiées par une quelconque situation difficile dans laquelle se trouverait GE ? **Absolument pas, GE se porte bien.**

Les activités de GE sur les segments Power, Renewable Energy et Oil & Gas sont toujours rentables : elles affichent toutes un chiffre d'affaires (à 63,5 milliards de dollars consolidés) ainsi qu'un résultat (à 3,7 milliards de dollars consolidés) positifs en 2017. Le carnet de commandes de GE Power a même progressé de 3% pour atteindre 98 milliards de dollars, et le profit de GE Renewable Energy a augmenté de 26% en 2017. Les perspectives sont prometteuses puisque GE prévoit une croissance de 26% de la consommation mondiale d'électricité dans la prochaine décennie, tandis que l'activité Oil & Gas a réalisé de grands progrès en matière d'intégration et que les objectifs de synergie sont en bonne voie¹. Ce à quoi GE a dû faire face récemment n'est rien d'autre qu'un dur retour à la réalité, c'est-à-dire à des niveaux de rentabilité réalistes et atteignables, en phase avec l'état du marché.

La seule raison justifiant que des milliers de travailleurs et leurs familles ainsi que l'outil industriel de GE soient menacés est de vouloir générer le plus de liquidités possibles, le plus rapidement possible afin de rassurer des actionnaires qui ont vu le prix de l'action atteindre des niveaux historiquement bas, en chutant de 47% en un an.

Souvenons-nous que « run the company for cash » (*gérons l'entreprise pour qu'elle génère du cash*) est l'une des devises officielles de GE. Que ce soit aux frais des travailleurs !

¹ Rapport annuel 2017 de GE.

Mais que ce soit aussi aux frais des actionnaires qui se trompent complètement s'ils s'imaginent que le désinvestissement massif de 20 milliards d'actifs industriels et des emplois afférents ramènera la croissance industrielle.

Que ce soit aussi aux frais des clients de GE, dont la confiance en la capacité de GE à assurer ses commandes s'évanouit puisque la pénurie de savoir-faire stratégiques détenus par les travailleurs et le manque d'investissement empêchent déjà de satisfaire les demandes de production et de maintenance.

Que ce soit aux frais des fournisseurs de GE qui seront directement touchés par la réduction de 30% de son empreinte industrielle que GE prévoit.

GE est confronté à un monde en transformation : la transition vers les économies bas-carbone, le changement climatique, l'efficacité énergétique, la numérisation et l'électrification des véhicules de transport sont autant de défis susceptibles de produire des effets tant constructifs que destructeurs. Le plan de GE pour s'adapter aux transformations des besoins du marché ne sonne toutefois pas le glas de ses activités industrielles actuelles. La direction de GE promet de « cultiver de nouvelles technologies, tout en revitalisant les technologies traditionnelles de telle sorte qu'elles puissent fonctionner ensemble, en toute synergie, dans le système énergétique mondial du 21^{ème} siècle » (notre traduction)².

Malheureusement, on ne voit pas comment la direction de GE pourrait tenir ses promesses en raison des nombreuses incohérences qui existent entre sa stratégie industrielle et ses choix de restructuration :

- Comment GE pourrait-il être une « entreprise guidée par l'innovation » quand il prévoit la fermeture de centres de R&D et des coupes drastiques dans ses investissements en matière d'innovation ?
- Comment GE pourrait-il s'appuyer sur un outil industriel solide quand la société s'expose à davantage de pénuries de compétences et à la perte de l'expertise technologique et aux savoir-faire essentiels de ses travailleurs ?
- Comment GE peut-il croire que « nous disposons des bonnes technologies, plateformes, collaborateurs et état d'esprit pour conduire à bien cette transition » (notre traduction)³ et balayer le tout d'un revers de main dans le seul but de générer des liquidités à court terme au service de la valeur pour l'actionnaire ?
- Comment GE peut-il maintenir sa position de leader face à une transition énergétique qui demande d'anticiper stratégiquement l'avenir industriel à long terme, alors qu'il continue à être guidé par des décisions financières à l'horizon du trimestre ?
- Comment GE peut-il se targuer d'être une « entreprise durable » quand il choisit de fermer ses usines, supprimer ses emplois et licencier massivement plutôt que de travailler au repositionnement de ses capacités et à l'employabilité de ses travailleurs par la formation et la mobilité interne ?

GE est devenu un acteur incontournable de l'équipement énergétique européen grâce à ses travailleurs dévoués et à 125 années d'expérience en Europe. Aujourd'hui encore, GE contribue à la fourniture de 30% de l'électricité mondiale et équipe 90% des services de distribution d'énergie dans le monde. Alors que l'Europe n'est plus le « hotspot régional » le plus profitable aux yeux de GE et que les relations commerciales mondiales se tendent dans certaines parties du monde, nous en appelons aussi aux décideurs européens pour qu'ils mettent GE face à la responsabilité que l'entreprise a vis-à-vis de la politique et de l'indépendance énergétique de l'UE.

² Livre blanc de GE "Reimagining our electricity future ».

³ Idem.

Les syndicats de toute l'Europe le disent sans ambages : nous ne laisserons pas les travailleurs payer le prix d'une gestion incohérente qui n'a pas su anticiper la vitesse et l'ampleur du changement à l'œuvre dans le marché de l'énergie. En conséquence, nous demandons que GE :

- #1** Suspende le plan de restructuration, cesse les suppressions d'emplois et les fermetures de sites
- #2** Adopte une stratégie alternative orientée vers la croissance industrielle à long terme et se basant sur de hauts niveaux d'investissements, des technologies innovantes, et la création d'emplois de qualité
- #3** Fasse toute la lumière et fournisse des informations régulières concernant sa stratégie par la conduite intense de dialogue avec les organisations syndicales et les représentants des travailleurs d'une part et les vrais décideurs de GE d'autre part, afin de travailler à l'anticipation et la gestion de la transition de GE de façon socialement responsable
- #4** S'engage à conserver ses capacités de production en Europe en soutien à la réalisation de la politique énergétique européenne.

Les organisations syndicales européennes s'engagent à défendre l'avenir des emplois et des sites de GE à travers l'Europe et poursuivront leur coordination aux niveaux national et européen dans les prochaines semaines sous l'égide d'industriAll Europe. De nouvelles actions syndicales et mobilisations de travailleurs sont prévues et des contacts seront établis avec les décideurs politiques européens et locaux.